


CNUCED

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

A la une

Accueil

**Le commerce au service du développement:
Vers un système commercial
contribuant à la réalisation
des objectifs du millénaire**

**Observations de Carlos
Fortin, Secrétaire général
adjoint chargé de la
CNUCED**

La promotion du commerce au service du développement est la raison d'être et la vocation de la CNUCED. Le commerce peut contribuer de manière essentielle à accélérer la croissance, à renforcer le développement humain et à lutter contre la pauvreté dans les pays en développement [...]

Suite ►

Programmes

Questions en bref

Mondialisation et stratégies de développement

Développement en Afrique

Commerce international et produits de base

Investissement, technologie et développement des entreprises

Les pays les moins avancés (PMA)

Infrastructure des services

**CABINET DU
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

S-G's Office

Flash

Question d'actualité

Discours de Carlos Fortin, Responsable de la CNUCED

Secrétaires généraux de la CNUCED

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Texte non officiel destiné à l'information

 UNCTAD/PRESS/PR/2005/026
25/08/05

RAPPORT DE LA CNUCED: LA CRÉATION D'UN ÉTAT PALESTINIEN DOIT PASSER PAR UNE RÉFORME ECONOMIQUE CIBLANT LA PAUVRETE

Le recul économique de ces dernières années, ajouté à presque quatre décennies d'occupation, a aggravé la pauvreté, limité et déstructuré la production et accru la dépendance à l'égard d'Israël.

Les conditions d'une relance de l'économie palestinienne doivent tenir compte de l'occupation israélienne, du conflit qui se poursuit depuis 2000 et des impératifs liés au retrait unilatéral d'Israël de la bande de Gaza, comme l'indique un rapport de la CNUCED. Il recommande de mettre l'accent sur la création d'institutions qui répondront aux besoins d'un futur état palestinien au lieu de chercher à réformer le gouvernement de transition. Le rapport indique en outre que la relance de l'économie passe non seulement par le renforcement de la production et des échanges, mais aussi par la lutte contre la pauvreté.

Le [rapport annuel sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien](#) (TD/B/52/2)

recommande que l'Autorité Palestinienne poursuive "une approche du commerce axée sur le développement plutôt qu'une approche du développement axée sur le commerce", via des mesures échelonnées et progressives de libéralisation. Ce rapport sera examiné lors de la réunion de l'organe directeur de la CNUCED, le Conseil du commerce et du développement, qui se tiendra à Genève en octobre prochain.


L'économie palestinienne, une économie déchirée par la guerre

En 2004, l'économie du territoire palestinien occupé s'est de nouveau fortement détériorée après trois années de calme relatif, indique le rapport. Le PIB a accusé une baisse de 1 %, qui l'a ramené à un niveau inférieur de 15 % à celui de 1999. Entre 1999 et 2004, le revenu national brut (RNB) réel par habitant a baissé de 33 %. Le chômage est resté élevé avec un tiers de la population active sans emploi fin 2004. Quelque 61 % des foyers vivaient en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 350 dollars É.-U. par mois.

Près de quarante années d'occupation et cinq années de conflit et de destruction ont entraîné une diminution constante de la capacité de production d'une économie déjà sinistrée, précise le rapport. Le déficit commercial palestinien a augmenté plus vite que la production intérieure - de 1,8 milliard de dollars en 2001 il est passé à 2,6 milliards de dollars en 2004, soit 65 % du PIB ? les deux tiers provenant du déséquilibre chronique des échanges avec Israël. Pour absorber ce déficit, l'économie palestinienne a transféré vers Israël l'équivalent du montant total de l'aide d'urgence fournie par la communauté internationale durant la période de crise, plus l'équivalent de la moitié des fonds transférés par les Palestiniens travaillant en Israël, au cours des quatre dernières années.

Les coûts économiques et matériels de la crise sont encore plus grands. D'après les estimations de la CNUCED, au cours des cinq dernières années, le manque à gagner en PIB s'élevait à 6,4 milliards de dollars, ce qui correspond à 140 % de la taille de l'économie avant 2000. Sur cette période, les pertes en capital ont été estimées à quelque 3,5 milliards de dollars, soit 30 % du stock de capital de la Cisjordanie et de la bande de Gaza réunies avant 2000.

La poursuite par Israël de la construction du mur de séparation et la consolidation des colonies israéliennes sur le territoire palestinien vont encore réduire la capacité de production de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et, au sens propre, la capacité de l'agriculture à nourrir la

Version imprimable **CNUCED**

Palais des Nations
8-14, Av. de la Paix
1211 Genève 10
Suisse

T: +41 22 917
5809

F: +41 22 917
0051

E: info@unctad.org

population locale, d'après le rapport. La confiscation et la destruction de terres palestiniennes par Israël ont considérablement affaibli le secteur agricole. À la mi-2004, les pertes totales de terres agricoles en Cisjordanie et dans la bande de Gaza s'élevaient à environ 260 km², ce qui représente 15 % des surfaces cultivées de la Palestine en 2003.

Le rapport rappelle que le Protocole de 1994 relatif aux relations économiques entre Israël et la Palestine ne laisse qu'une marge de manœuvre économique très réduite aux dirigeants palestiniens. En effet, en vertu de ce protocole, le seul pouvoir de l'Autorité palestinienne sur le plan économique est de déterminer la répartition des dépenses de sorte que l'Autorité dispose de moins d'instruments économiques que les administrations locales ou régionales de nombreux pays. L'absence de moyens d'action en matière de politique monétaire, de politique de change, de politique industrielle, commerciale et autre empêche le peuple palestinien de mener à bien le redressement de l'économie et même de faire face aux conséquences de la crise actuelle.

Programme de réforme pour la création d'un état palestinien

Les objectifs de réforme économique que se sont fixés l'Autorité palestinienne et la communauté internationale à court terme sont extrêmement ambitieux, sinon irréalistes, indique le rapport. Ne serait-ce qu'en matière de gouvernance économique, l'Autorité palestinienne, qui n'est pas souveraine, doit notamment: limiter l'augmentation des salaires de la fonction publique; éviter toute dépendance chronique vis-à-vis de l'aide extérieure; avoir un budget transparent et équilibré; poursuivre une vaste libéralisation économique; et mettre en place des institutions publiques efficaces et fiables. Cela requiert des compétences et des moyens qui sont l'apanage d'états souverains. Certes ces exigences peuvent contribuer à la création d'un état viable, mais s'agit-il en l'occurrence d'un préalable à la création d'un état palestinien?

La CNUCED relève que l'Autorité palestinienne a mené une réforme soutenue de la politique économique depuis 2000, dans l'optique de la création d'un état. Mais "sa politique actuelle repose sur l'idée qu'il faut réformer et renouveler les institutions et les politiques instaurées dans le cadre du processus de transition et d'administration autonome et parvenir à une "bonne gouvernance" avant que l'état de Palestine ne puisse rejoindre la communauté des nations".

La CNUCED souligne que pour que la poursuite d'un programme de réformes en vue de la création d'un état soit fructueuse, la réforme des institutions doit être organisée autour d'un ensemble d'"objectifs de développement en faveur des pauvres". Ce travail exige une large participation des associations locales et le renforcement des partenariats entre le secteur public et le secteur privé. En outre, il est essentiel que l'Autorité palestinienne concentre ses efforts sur la création d'institutions de gouvernance nationale et non pas simplement sur la réforme des institutions de la phase de transition, et que ce projet émane des Palestiniens eux-mêmes.

Pauvreté, commerce et développement

Le dogme presque universellement accepté en ce qui concerne la réforme de l'économie palestinienne, en particulier dans le domaine commercial, est qu'il convient de procéder à une libéralisation et à une intégration rapides de la Palestine dans les marchés mondiaux, sans tenir compte de l'état réel de l'économie. Des solutions standards ont été proposées, comme si l'économie de la Palestine était celle d'un pays en développement parmi d'autres. Il faut toutefois reconnaître que l'économie palestinienne souffre de distorsions créées par des décennies d'occupation et par un développement déséquilibré qui assure principalement une main-d'œuvre bon marché et des produits à faible valeur ajoutée à l'économie de la puissance occupante. Il faut donc corriger ces distorsions avant qu'une quelconque réforme du système commercial puisse porter ses fruits.

Plus précisément, la CNUCED souligne que la grande priorité à ce stade du développement de l'économie palestinienne est de lutter contre la pauvreté parallèlement aux efforts visant à accroître les capacités de production, à éliminer les déséquilibres liés à l'occupation et à jeter les bases d'une reprise durable de l'économie. Il faut en outre insister sur les liens entre expansion du commerce et réduction de la pauvreté ? notamment les prix des produits de base, l'accès aux biens publics, la sécurité alimentaire, l'utilisation et la modernisation des capacités productives, l'innovation et l'accumulation de capital physique, humain et structurel.

Les efforts et les plans de restructuration de l'économie en vue de la création d'un état (conformément à la résolution 1397 du Conseil de sécurité de l'ONU) devraient s'articuler autour d'objectifs quantitatifs assortis de délais, d'une aide destinée aux secteurs économiques viables, et tout particulièrement de création d'emplois et de lutte contre la pauvreté, d'après les recommandations figurant dans le rapport. Au vu de l'expérience des pays d'Asie de l'Est et compte tenu des règles commerciales internationales, les réformes économiques devraient

tendre vers l'adoption de politiques commerciale et industrielle mutuellement avantageuses, d'une approche progressive et échelonnée de la libéralisation, et d'une double stratégie commerciale permettant aux secteurs d'exportation de fonctionner sur le principe de la non-intervention et protégeant des industries naissantes ou stratégiques.

Action de la CNUCED

La CNUCED s'efforce, en collaboration étroite avec l'Autorité palestinienne et les partenaires internationaux, de promouvoir une approche globale et participative du développement de la Palestine, qui mette l'accent sur l'émancipation des pauvres. Le rapport donne des informations actualisées sur les projets de la CNUCED dans le territoire occupé, notamment sur les projets qui engendrent "des acquis institutionnels irréversibles sur le terrain" en vue de la création d'un futur état palestinien. Les plus importants sont le Cadre intégré pour la politique palestinienne dans les domaines de la macroéconomie, du commerce et du travail, le Système douanier automatisé (SYDONIA++), le Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE) et la création d'un Conseil des chargeurs palestiniens.

Parallèlement, en prévision du retrait israélien du territoire occupé, un rapport de la Banque mondiale mettait en évidence récemment un ensemble de mesures de facilitation ? parmi lesquelles des accords concernant les formalités douanières et portuaires et des accords de transit ? qu'il faudrait prendre pour assurer la relance de l'économie palestinienne et l'accroissement des capacités d'exportation. La CNUCED a mené des consultations étroites avec la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Commission européenne pour s'assurer que son expérience et ses compétences techniques dans ces domaines seraient mises à profit dans le cadre de cette action internationale.

A télécharger [PDF] : | [rapport annuel sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien](#) (TD/B/52/2)

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter :

Le Service de presse de la CNUCED

T: +41 22 917 58 28

E: unctadpress@unctad.org

Web: www.unctad.org/press

ou

R. Khalidi

T: +41 22 917 5857

E: app@unctad.org

Web: <http://www.unctad.org/palestine/>

Désignation des pays et des zones | Confidentialité de l'information | Conditions d'utilisation

© 2002 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
Tous droits réservés